

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.4/1168/Add.1
18 février 1975

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trente et unième session
Point 18 de l'ordre du jour

NECESSITE D'ENCOURAGER ET DE DEVELOPPER DAVANTAGE
LE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES
Y COMPRIS LA QUESTION D'UN PROGRAMME DE TRAVAIL
A LONG TERME DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Analyse des réponses des Etats Membres
présentée par le Secrétaire général
conformément à la résolution 10(XXX) de la Commission

Additif

TABLE DES MATIERES

<u>Chapitre</u>	<u>Paragraphes</u>
Introduction	1
II. Suggestions relatives aux techniques ou aux méthodes de travail	2
III. Suggestions concernant les questions à inscrire au programme de travail de la Commission	3 - 7

INTRODUCTION

1. Le présent additif à l'analyse des réponses reçues des Etats Membres présentée par le Secrétaire général conformément à la résolution 10(XXX) de la Commission, contient les réponses envoyées par le Gouvernement danois et par le Gouvernement de la République populaire hongroise, qui ont été reçues après la publication du document E/CN.4/1168.

II. SUGGESTIONS RELATIVES AUX TECHNIQUES OU AUX METHODES DE TRAVAIL

2. Le Gouvernement danois estime souhaitable que, en établissant le programme à long terme de la Commission, l'on s'attache à la question de la coordination des travaux de la Commission avec les travaux pertinents, dans le domaine des droits de l'homme, qui sont envisagés ou effectués dans le cadre d'autres organisations internationales ou régionales.

III. SUGGESTIONS CONCERNANT LES QUESTIONS A INSCRIRE AU PROGRAMME DE TRAVAIL DE LA COMMISSION

3. Le Gouvernement danois propose d'inscrire au programme de travail à long terme de la Commission la question de l'objection de conscience au service militaire obligatoire, en tant que question intéressant les droits de l'homme fondamentaux.

4. Le Gouvernement de la République populaire hongroise suggère que la Commission traite des problèmes importants relatifs à la protection des libertés et droits de l'homme fondamentaux et que, dans ce contexte, elle s'attache particulièrement à l'application pratique de la résolution 3057(XXVIII) de l'Assemblée générale concernant la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale.

5. En étudiant les effets des progrès scientifiques et techniques sur les droits de l'homme, la Commission devrait faire porter l'essentiel de ses efforts sur des questions qui affectent une grande partie de la population du point de vue de la justice sociale, par exemple, la garantie de possibilités appropriées d'emploi, la solution correcte des problèmes de la nutrition, la fourniture de services de santé et la promotion d'une meilleure éducation. Il conviendrait d'examiner comme il convient les moyens de mettre à la disposition des pays en voie de développement les acquis du progrès scientifique et technique, pour permettre à ces pays de stabiliser leur indépendance nationale et économique.

6. La Commission devrait poursuivre l'examen des mesures nationales visant à promouvoir le développement culturel et la coopération internationale et l'étude de l'usage qui peut être fait des expériences nationales au plan international. A cet égard, il faudrait se référer aux principes énoncés dans la Déclaration des principes de la coopération culturelle internationale adoptée par l'UNESCO en avril 1966.

7. La Commission devrait s'attacher aussi à la mise au point d'une politique internationale de la jeunesse. S'il n'est pas nécessaire d'élaborer des instruments nouveaux et distincts concernant les droits de l'homme sous l'angle des jeunes, étant donné que les principes reconnus en matière de droits de l'homme s'appliquent à tous, sans considération d'âge, il faudrait s'occuper de promouvoir la participation des jeunes dans le processus d'application des instruments existants et dans les activités sociales, culturelles et économiques connexes.
